

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 NOVEMBRE 2025

Membres :

En exercice : 19

Quorum : 10

Présents : 16

Procurations : 2

Absents : 1

Convocation :

Date d'envoi : 19 novembre 2025

Date de publication : 19 novembre 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le **vingt-sept novembre à vingt heures**, le conseil municipal de la Commune de CHOUZE-SUR-LOIRE dûment convoqué conformément aux dispositions de l'art L 2121-17 du CGCT, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie sous la Présidence de Monsieur Gilles THIBAUT, Maire.

Date de la convocation : 19 novembre 2025

Membres présents :

Monsieur Gilles THIBAUT Maire,

Madame Marina DANTIC, Madame Annick NOSSEREAU, Monsieur Pierre DAVID, Madame Françoise ROUX, Adjoints,

Monsieur Michel LEFEVRE, Monsieur Philippe JAMET, Madame Laurence VENNEVIER, Madame Brigitte DELANOUE, Monsieur Patrick REGNIER, Monsieur Yvan BOLDÉ, Madame Nathalie BEAUFILS, Madame Angélique DUFRESNE, Monsieur Guillaume DELANOUE, Madame Lydie ROGER, Monsieur Jean-Marie BARLOUIS.

Membre excusé : Monsieur Jacques QUEUDEVILLE

Membres excusés ayant donné pouvoir : Madame Guylaine THIBAUT a donné pouvoir à Monsieur Gilles THIBAUT, Madame Lise DASSONVILLE a donné pouvoir Madame Annick NOSSEREAU.

Membre absent : /

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire déclare la séance ouverte à 20h00.

Monsieur Guillaume DELANOUE a été élu secrétaire, en application de l'art L.2121-15 du C.G.C.T.



ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE :

- Approbation du procès-verbal de la séance du 1er octobre 2025
- Informations sur les décisions prises par le Maire dans le cadre des délégations de pouvoirs
- Convention avec le Département relative à la réalisation des travaux de renouvellement de la couche de roulement sur une section de la RD952, en agglomération
- Prestation de restauration scolaire – choix du prestataire
- Syndicat Intercommunal d'Electricité d'Indre-et-Loire (SIEIL) – modification des statuts
- Participation financière obligatoire aux frais de scolarisation d'un enfant domicilié dans la commune et scolarisé dans une autre commune
- Questions et informations diverses



Approbation du procès-verbal de la séance du 01 octobre 2025

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le procès-verbal.



Informations sur les décisions prises par le Maire dans le cadre des délégations de pouvoirs (art 2122-2 du CGCT)

N°	DATE	DECISION
2025-22	10/10/2025	Remboursement d'un sinistre relatif à la chute d'un arbre sur le réseau téléphonique pour un montant de 402.69 €
2025-23	20/10/2025	Vente concession funéraire cimetière n°KL-9 pour un montant de 150 €
2025-24	21/10/2025	Travaux d'aménagement de la traversée et de la Place des Déportés - Tranche conditionnelle 2 : rue de Saumur - Avenant n° 3 - Répartition financière entre co-traitants
2025-25	30/10/2025	Remboursement d'un sinistre relatif au remplacement de la vitre du véhicule Peugeot Expert pour un montant de 279.02 €
2025-26	31/10/2025	Remboursement par l'assurance protection juridique des honoraires d'avocat engagés pour la procédure judiciaire de résiliation du bail d'un logement communal, pour un montant de 1 031,47 €
2025-27	04/11/2025	Budget – virement de crédit n° 2 – Réajustement des crédits pour les travaux de la rue de Saumur



DCM : 2025-07-032**8.3 - Voirie*****Convention avec le Département relative à la réalisation des travaux de renouvellement de la couche de roulement sur une section de la RD952, en agglomération***

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que dans le cadre des travaux d'aménagement du bourg, il est nécessaire de passer une convention avec le Département relative à la réalisation des travaux de renouvellement de la couche de roulement, sur la RD952 (rue de Saumur) en agglomération, entre le PR81+107 et le PR 81+957.

Cette convention, jointe en annexe, a pour objet de préciser les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage, les conditions de prise en charge par le Département des travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la section de route considérée, ainsi que de fixer les modalités de gestion et d'entretien ultérieurs des travaux d'aménagement de sécurité réalisés et de la couche de roulement de la RD 952.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire décide :

- D'approuver les termes de la convention à établir avec la commune de Chouzé-sur-Loire, relative aux conditions de réalisation des travaux d'aménagement de sécurité et de renouvellement de la couche de roulement d'une section de route départementale 952 (Rue de Tours), située en agglomération,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention.

Résultat du vote :

Pour :	18
Contre :	0
Abstention :	0



**CONVENTION
ENTRE LE DÉPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE ET LA COMMUNE DE CHOUZÉ-SUR-LOIRE
RELATIVE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE LA COUCHE
DE ROULEMENT SUR UNE SECTION DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE 952 (EN AGGLOMÉRATION) –
CANTON DE LANGEAIS**

Entre :

LE DÉPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE, représenté par Madame Nadège ARNAULT, Présidente du Conseil départemental d'Indre-et-Loire, autorisée à cet effet par délibération de la Commission Permanente en date du 26 septembre 2025, et désigné ci-après « le Département »,

d'une part,
et

LA COMMUNE DE CHOUZÉ-SUR-LOIRE, représentée par Monsieur Gilles THIBAULT, Maire, autorisé à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du _____ et désignée ci-après « la Commune »

d'autre part,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT

La Commune de **CHOUZÉ-SUR-LOIRE** a décidé de réaliser des travaux d'aménagement de sécurité de la route départementale (RD) 952, en traversée d'agglomération, route de Saumur, (de la rue Menier à la Mairie), et de procéder au renouvellement de la couche de roulement sur une section de route située entre le PR 81+107 et le PR 81+957.

Les travaux se sont achevés en avril 2025.

Ces travaux seront en partie subventionnés par le Département.

IL A ÉTÉ CONVENU ET RAPPELÉ CE QUI SUIT

Article 1er – Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de préciser les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage, sur le domaine public routier départemental en vue des travaux d'aménagement visés aux articles 2 et 3,
- de fixer les conditions de prise en charge par le Conseil départemental du renouvellement de la couche de roulement de la RD 952, en agglomération.

Article 2 – Description du projet

Les travaux ont consisté en la réfection de la couche de roulement, sur un linéaire de 850 mètres environ, d'une section de la route départementale 952, entre les PR 81+107 et le PR 81+957.

La Commune de **CHOUZÉ-SUR-LOIRE** a procédé, parallèlement à des aménagements de sécurité :

- La création de zones de stationnements et de plateaux surélevés ;
- La réalisation de trottoirs (enrobés, pavés ou béton désactivé), avec évacuations des eaux pluviales intégrées ;
- La valorisation des espaces publics ;
- La création d'aménagements paysagers le long de la RD.

Article 3 – Maîtrise d'ouvrage et acquisitions foncières

La Commune a assuré la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement pour lesquels aucune acquisition foncière n'est nécessaire. C'est la raison pour laquelle, le Département alloue une subvention à la Commune de **CHOUZÉ-SUR-LOIRE** contre la prise en charge effective de la totalité des travaux d'aménagement et de réfection.

A ce titre, la Commune a procédé au recrutement de la maîtrise d'œuvre, des bureaux d'études, entreprises et laboratoires chargés des contrôles, ainsi que de tous les autres intervenants nécessaires aux phases de conception et de réalisation de l'aménagement.

Article 4 – Financement

La Commune de **CHOUZÉ-SUR-LOIRE** a assuré le financement intégral des opérations successives.

Le Département s'acquitte de sa responsabilité d'entretien de la voirie départementale en prenant à sa charge le montant du renouvellement de la couche de roulement de la RD 952, entre le PR 81+107 et le PR 81+957.

La réfection de la couche de roulement de la RD 952, comprenant le reprofilage sur la section prévue en travaux représente un tonnage d'environ 635 tonnes de BBSG et 1 900 m² de rabotage nécessaire de la chaussée, soit un coût de **75 000 €**, défini à partir du prix estimatif moyen de la tonne de BBSG sur le Département, à savoir 100 € / tonne.

Une subvention correspondante de **75 000 €** sera versée à la Commune, à la réception des travaux, sur constat dressé par un fonctionnaire du Conseil départemental habilité certifiant que :

- les surfaces ont bien été revêtues avec un enrobé neuf conforme aux prescriptions (classification et épaisseur) et que les tickets de pesée du béton bitumineux mis en place ont bien été remis au STA,
- Les matériaux mis en place sont conformes à ceux validés lors de la phase de préparation,
- les contrôles de fabrication et épreuves de réalisations garantissent la pérennité de l'ouvrage,
- la garantie, les résultats d'essais et les plans de récolement ont été fournis aux services du Département.

Le montant de la subvention pourra être ajusté en fonction des quantités réellement mises en œuvre uniquement si celles-ci sont inférieures au prévisionnel.

Notons que les stationnements et aménagements ne sont pas comptabilisés dans cette prise en compte.

Article 5 – Responsabilité juridique

A compter du début des travaux et jusqu'à leur réception par les services du Département au sens de l'article 8 de la présente convention, la section de route départementale concernée par les travaux a été réputée être sous la responsabilité de la Commune. La date de début des travaux est celle de la première intervention effectuée sur le chantier, qu'il s'agisse des travaux d'aménagement proprement dits ou des travaux préparatoires (déplacements de réseaux par exemple).

La Commune de **CHOUZÉ-SUR-LOIRE**, maître d'ouvrage de l'opération, demeurerait seule et entière responsable dans l'hypothèse d'une poursuite pour dommages causés aux usagers de la route départementale pendant l'exécution des travaux.

Article 6 – Suivi des travaux

Les services du Département ont pu accéder au chantier et participer à leur demande aux réunions de chantier. Ils ont pu demander la réalisation de contrôles complémentaires, notamment en matière d'implantation, de qualité de compactage et d'homologation des fournitures. Si ces contrôles ont été conformes, la dépense afférente est à la charge du Département ; dans le cas inverse, elle est à la charge de la Commune.

Article 7 – Exploitation sous chantier

Toutes les dispositions concernant la circulation publique pendant le chantier ont été assurées par la Commune, l'ensemble du chantier se situant dans les limites d'agglomération.

Un dossier d'exploitation, précisant l'ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des usagers pendant les différentes phases de travaux, a dû être adressé au STA du Nord-Ouest au plus tard pendant la réunion préalable au démarrage des travaux.

Article 8 – Réception des travaux

La Commune a procédé à la réception des travaux avec les entreprises. Le Département a été invité à participer aux opérations préalables à la réception.

Les observations du Département n'ont pu porter que sur le strict respect du projet qu'il a validé et sur le respect des règles de l'art pour la réalisation des travaux, notamment de la couche de roulement, la transformation des structures de chaussées et les dispositifs d'assainissement.

- Si les travaux sont conformes, la constatation et le paiement du montant de la couche de roulement par le maître d'ouvrage des travaux valent réception par le Conseil départemental et remise desdits ouvrages au Département.
- Si les travaux ne sont pas conformes, le constat sera adressé à la Commune en recommandé avec accusé de réception, accompagné d'un courrier mettant en demeure la Commune de faire reprendre les malfaçons et de se conformer aux prescriptions techniques dans un délai de 2 mois. En l'absence de prise en compte de ces remarques par la Commune, la réception est déclarée non conforme et les conditions de l'article 9 s'appliquent par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception le stipulant. Par ailleurs, le Département ne procédera pas au versement de la subvention.

Article 9 – Garantie de parfait achèvement

Si la réception a été conforme au titre de l'article 8 de la présente convention, le Département pourra demander à la Commune de reprendre les désordres apparus, au titre de la garantie de parfait achèvement et ce, pendant une durée d'un an à compter de la date de la réception des travaux.

Si la réception n'est pas conforme au sens de l'article 8 de la présente convention, la Commune reste responsable pour les 20 ans (vingt ans) à venir de toutes les réfections nécessaires au maintien en bon état de la chaussée, y compris la reprise complète de la structure et de la couche de roulement si celles-ci sont impropres à la circulation en sécurité des PL, VL et cyclistes. Dans ce cas, la Commune est entièrement responsable de tous les désordres et de leurs conséquences sur les tiers.

Article 10 – Modalités d'entretien et de gestion ultérieurs

Le Département assure l'entretien de la couche de roulement de la route départementale 952.

Article 11 – Aménagements ultérieurs

La Commune de **CHOUZÉ-SUR-LOIRE** s'engage à ne pas procéder à une intervention sur ces enrobés (fouilles, tranchées...) dans un délai de trois ans.

A l'exception des travaux relevant de l'entretien courant, la Commune de **CHOUZÉ-SUR-LOIRE** s'engage à demander au Département l'accord pour tous les travaux et aménagements complémentaires qu'elle voudrait réaliser sur la RD 952.

Le Département a formalisé sous forme d'une permission de voirie les conditions d'exploitation ultérieures et les prescriptions techniques des aménagements prévus.

Faute pour la Commune d'avoir respecté ses obligations, celle-ci restera responsable tant vis-à-vis du Département que des tiers de tous les dommages pouvant en résulter.

Les modifications apportées à l'aménagement initial devront être formalisées par un avenant à la présente convention qui devra faire l'objet d'une approbation par la Commission Permanente du Conseil départemental d'Indre-et-Loire.

Article 12 – Formalités - Litiges

Les litiges résultant de l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif d'Orléans – 28, rue de la Bretonnerie – 45000 ORLÉANS.

Article 13 – Durée de validité de la présente convention

La présente convention entrera en vigueur, une fois signée par toutes les parties contractantes, à la date de sa notification par le Conseil départemental à la Commune de **CHOUZÉ-SUR-LOIRE**. Elle demeurera valable tant que le statut départemental de la voie sera conservé.

À TOURS, le

Pour la Commune de Chouzé-sur-Loire,

Le Maire,

Gilles THIBAULT

Pour le Département d'Indre-et-Loire,

La Présidente du Conseil départemental,

Nadège ARNAULT



DCM : 2025-07-033

1.1.1 - Marchés publics

Prestation de restauration scolaire – choix du prestataire

Le marché actuel de restauration scolaire, confié à la société Restauval, arrive à échéance le 31 décembre 2025. Afin d'assurer la continuité du service à compter du 1er janvier 2026, une nouvelle procédure de consultation a été engagée.

La procédure adaptée (MAPA) a été lancée le 19 septembre 2025, conformément au Code de la commande publique.

À la date limite de réception des offres, cinq candidats ont répondu à la consultation. Les offres ont été analysées selon les critères définis dans le règlement de la consultation, à savoir :

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
1- Valeur Technique et qualitative	40
2- Valeur environnementale	20
3- Prix des prestations	40

La commission MAPA, réunie le 12 novembre 2025, a procédé à l'examen des offres et à leur notation.

À l'issue de l'analyse, l'offre de la SARL Valeurs Culinaires a été jugée la plus avantageuse économiquement, au regard des critères retenus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Retient** l'offre de la **SARL Valeurs Culinaires**, 3, rue Oscar Niemeyer 37230 FONDETTES, pour la prestation de restauration scolaire,
- **Autorise** le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Résultat du vote :

Pour :	18
Contre :	0
Abstention :	0



DCM : 2025-07-034

9.1 – Autres domaines de compétences

Syndicat Intercommunal d'Electricité d'Indre-et-Loire (SIEIL) – Modification des statuts

Le comité syndical du SIEIL a approuvé, par délibération du 7 octobre 2025, la modification de ses statuts s'agissant de la demande d'adhésion de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré-Val de Cher qui a été approuvée par délibération de son Conseil Communautaire du 23 avril 2025 pour le transfert de la compétence « éclairage public » au SIEIL à compter du 1^{er} septembre 2025.

En application de l'article L 5211-18 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque adhérent au Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (SIEIL) doit à présent se prononcer sur l'adoption de ces nouveaux statuts du SIEIL.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- **Approuve** la modification des statuts du Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (SIEIL)

Résultat du vote :

Pour :	18
Contre :	0
Abstention :	0



DCM : 2025-07-035

9.1 – Autres domaines de compétences

Participation financière obligatoire aux frais de scolarisation d'un enfant domicilié dans la commune et scolarisé dans une autre commune

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'un enfant domicilié dans la commune est scolarisé dans une école de Chinon.

Conformément aux termes de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, les communes de résidence sont tenues de participer aux frais de fonctionnement des écoles maternelles et

élémentaires pour leurs élèves scolarisés à l'extérieur et à hauteur de 100% depuis l'année 1992/1993.

Par courrier en date du 07 novembre, la ville de Chinon sollicite la participation de la commune aux frais de fonctionnement pour un élève pour l'année 2024-2025. Cette participation fixée par délibération de la ville de Chinon du 30 septembre, s'élève à 1929.50 € pour un élève préélémentaire et élémentaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Prend acte du caractère obligatoire de la participation financière de la commune aux frais de scolarisation de l'enfant précité,
- Décide d'autoriser Monsieur le Maire à verser à la ville de Chinon la somme de 1929.50 €,
- Autorise Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette participation,

Résultat du vote :

Pour :	18
Contre :	0
Abstention :	0



QUESTIONS DIVERSES

M. Thibault

- **SDIS 37** : Une contribution exceptionnelle a été demandée par le SDIS 37 afin de combler leur déficit. Un projet de convention pluriannuelle a été envisagé ; toutefois, il semblerait plus raisonnable de s'engager sur une durée d'un an seulement, afin de ne pas engager le prochain conseil municipal. Le sujet a été débattu en conseil communautaire, notamment concernant le coût par habitant, très variable selon les communes. Ce point fera l'objet d'une délibération lors du prochain conseil municipal.
- **Plantation – Arbre de la Roue Tourangelle** : Vendredi 28 novembre à 14h30, au stade.
- **Décorations de Noël** : le 5 décembre à 9h.
- **CPIE** : Plantation d'une haie au lieu-dit *Le Chêne Vert* le mercredi 3 décembre à 10h.

Mme Dantic

- **Repas des aînés** : le 6 décembre. Rendez-vous à 10h pour la préparation.
- **Colis pour les personnes de plus de 80 ans** : À retirer en mairie le vendredi 12 à partir de 14h, pour une distribution durant le week-end.

M. David :

Les fossés ont été curés pendant deux jours à l'aide de la pelle mécanique de la CCCVL aux emplacements suivants :

- Rue de l'Îlette
- Chemin de Saint-Médard
- Terrain des Gouttieries
- Fossé le long de l'aire de pique-nique
- Route de l'Aulnay

Mme Roux :

Un rendez-vous a eu lieu avec M. Demazière, responsable de la Société d'Histoire de Chinon, suite à leur sollicitation pour la rédaction d'un article sur l'histoire de Chouzé. Le choix s'est porté sur la présentation de l'histoire du Dr Roth. Mme Dassonville l'a rencontré et lui a transmis des documents.

M. Boidé

- Réunion à la Fédération de Chasse le 27 octobre.
- Les journées *Loire Propre* auront lieu les 6, 7 et 8 mars.
- Le miroir situé à l'angle de la rue de la Mine et de la rue Saint-Nicolas est à régler.

M. Barlouis

Signale l'apparition de trous sur les quais. M. David précise que des travaux sont programmés début 2026.

M. Jamet

- Le radar situé avenue de Verdun ne fonctionne plus.
- CLI : l'enquête publique concernant la prolongation de la durée de vie du réacteur BR1 est toujours en ligne.
- SIEL : débat budgétaire prévu le 9 décembre. Mme Roux s'interroge sur la prise en compte des plans pluriannuels transmis au SIEL, aucun retour n'ayant été reçu à ce jour.

M. Lefèvre

Indique que 30 % du volume des déchets présents dans les sacs jaunes sont mal valorisés en raison d'un mauvais tri. Il est nécessaire de mieux séparer les matériaux.



L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 20h56.



- Le présent procès-verbal est arrêté en séance du conseil municipal le **28 janvier 2026**
- Publicité du présent procès-verbal par voie électronique le **29 janvier 2026** sur le site internet de la commune de Chouzé-sur-Loire : www.chouze-sur-loire.fr

Le Secrétaire de séance
Guillaume DELANOUE



Le Maire
Gilles THIBAUT

